

## Research Article

### FACTEUR LINGUISTIQUE ET COMPORTEMENT ÉLECTORAL EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO. (REGARD SUR LES ÉLECTIONS DE 1957, 1960, 1964, 2006, 2011 ET 2018 DANS LA VILLE DE LUBUMBASHI)

\*BANZA KAYEMBE veve, TSHITAMBA KABALA and MWEMBU DIBWE Ken

Graduate of Advanced Studies in Political and Administrative Sciences, Head of work at the University of Lubumbashi, Congo

Received 27<sup>th</sup> June 2023; Accepted 18<sup>th</sup> July 2023; Published online 30<sup>th</sup> August 2023

#### Abstract

The peculiarity of the DRC in the organization of elections and, since the year 1957 until today (1957, 1959, 1960, 1964, 2006, 2011 and 2018), is the influence of the linguistic factor (considered here as tribalism, regionalism or ethnicism) which characterizes the electoral behavior of the Congolese. The ethnic dimension linked to a linguistic affiliation, played more than social projects during the presidential elections. These realities in the Congolese political dynamics allow us to confirm that the Congolese people are more attached to considerations of a tribal, linguistic, etc. order. This is how the 2006, 2011 and 2018 elections demonstrated that voters were more driven by tribal feeling in the broad sense of the term (super-tribalism) and this, especially during presidential elections. Thus, we will content ourselves with the elections of 1957 and 1960, the legislative elections of 1964 and those of the Third Republic. These periods mentioned above lead us to subdivide this study into three points, namely: the elections of the period before independence (1957, 1959) (A), the elections after independence (1960 and 1964) (B) and, finally, the 2006, 2011 and 2018 elections in the city of Lubumbashi.

**Keywords:** Électoral, Congo.

#### INTRODUCTION

L'histoire nous renseigne que la gestion démocratique en RDC a commencé depuis plus de cinquante ans, bien qu'elle ait eu des interruptions dans son parcours. La plupart de pays africains a connu des difficultés énormes dans la pratique de la gestion démocratique quoiqu'elle soit considérée comme meilleur mode de gestion de la chose publique et, la RDC n'échappe pas à cette réalité. La particularité de la RDC dans l'organisation des élections et, cela depuis l'année 1957 jusqu'à nos jours (1957, 1959, 1960, 1964, 2006, 2011 et 2018), est l'influence du facteur linguistique (considéré ici comme tribalisme, régionalisme ou l'ethnicisme) qui caractérise le comportement électoral des Congolais, raison pour laquelle Médard KayambaBadye évoque, après observation, la caractéristique de l'électeur congolais en ces termes : « *Qu'il faut évoquer toute l'histoire de la République démocratique du Congo pour comprendre que l'individu appelé à voter est une mémoire qui évolue avec les multiples et divers souvenirs (récents et lointains) reposant sur des cadres de la mémoire sociale. En effet, comme fonction collective, la mémoire, qui est aussi une pensée sociale, permet d'identifier les groupes ou communautés souvent en rapport avec le passé (ancien ou récent)* »<sup>1</sup>.

Ainsi, dans la présente réflexion, il est question de rendre compte de l'évolution de la logique du vote de l'électeur congolais depuis la nuit de temps jusqu'à nos jours. Il s'agit donc de donner quelques indications dans l'évolution historique du comportement des électeurs lushois dans la

\*Corresponding Author: **BANZA KAYEMBE Veve**

Graduate of Advanced Studies in Political and Administrative Sciences, Head of work at the University of Lubumbashi, Congo

<sup>1</sup>M. Halbwachs cité par KayambaBadye, M, « Bangala et swahili dans la conjoncture électorale de 2006 en République démocratique du Congo », communication présentée au séminaire sur **Les élections de 2006 en RDC**, organisé par le CERDAC, UNILU, Lubumbashi, 2007, p. 1.

désignation de ses animateurs ou représentants politiques à tous les niveaux de la vie politique du pays en général et de la ville de Lubumbashi en particulier. Notre approche est, avant tout, historique mais fondée sur quelques données de terrain. Pour rendre compréhensible notre étude, il est connu que la RDC a connu des expériences électorales à cinq moments de son histoire contemporaine : à la fin de la période coloniale, sous la première République, sous la Deuxième République, durant la période de transition et sous la troisième République. Pour bien cerner la dimension que nous voulons décrire ici, nous allons nous intéresser seulement aux élections organisées dans la perspective du processus démocratique. Ainsi, nous nous contenterons des élections des années 1957 et 1960, des élections législatives de 1964 et de celles de la troisième République. Ces périodes ci-haut citées nous amènent à subdiviser cette étude en trois points à savoir : les élections de la période d'avant l'indépendance (1957, 1959) (A), les élections d'après l'indépendance (1960 et 1964) (B) et, enfin, les élections de 2006, 2011 et 2018 dans la ville de Lubumbashi.

#### Les élections d'avant l'indépendance

#### Le contexte de l'organisation des élections

Dans l'espace politico-administratif appelé jadis le Congo belge, l'idée de l'organisation des élections pour les Congolais a été évoquée pour la première fois en 1952. La Belgique, accusée sur la scène internationale de lenteur dans le processus d'émancipation des autochtones de sa colonie, réalisa qu'il était bon de commencer par le bas, c'est-à-dire la chefferie, le secteur, le centre, la cité, voire le quartier. Le suffrage, à tous ces niveaux, devait être restreint, indirect et graduel. En 1955, elle s'accéléra. La question de l'émancipation urgente des populations colonisées se pose avec brutalité<sup>2</sup>.

<sup>2</sup>Isidore Ndaywel è Nziem, « Regard sur l'histoire politique des Congolais à l'épreuve des élections (1957-2007) », in Elikia M'Bokolo (dir), *Elections*

En Belgique, des esprits clairvoyants donnent de la voix, à l'image du publiciste J. Van Bilsen, auteur bien connu du « Plan de Trente ans pour l'émancipation du Congo Belge », qui préconise l'organisation rapide d'un suffrage universel des conseils municipaux indigènes des grandes villes. Une année plus tard, dans un élan de prise de conscience politique, des leaders avertis lancent des « manifestes ». Le premier est celui d'un groupe d'intellectuels appelé « Conscience africaine » ; le deuxième s'appelle « Contre manifeste » ; il est l'acte politique rédigé par d'autres intellectuels regroupés dans l'Alliance des Bakongo (Abako). Tous, en général, réclament des élections à plus ou moins brève échéance afin de rendre les institutions existantes plus représentatives. Pour eux, c'est par ce processus que les futurs citoyens congolais peuvent apprendre le sens de responsabilité. A ce moment, quelques Belges de la colonie et ceux de la métropole réalisèrent qu'il était temps de songer concrètement à l'émancipation du Congo.

### Organisation des élections

Il sied de signaler que c'est par le décret du 26 mars 1957 que la consultation électorale a été organisée dans les villes en 1957 et en 1958. Ainsi, partant de ce décret, l'administration coloniale organisa les premières élections municipales qui donnèrent lieu au choix des bourgmestres et des conseillers municipaux congolais. Précisons que c'est à titre expérimental que furent organisées ces élections dans trois centres urbains du pays, à savoir : Léopoldville (Kinshasa), Elisabethville (Lubumbashi) et Jadotville (Likasi). C'est le 8 décembre 1957 qu'ont réellement eu lieu les premières élections municipales à Léopoldville. Le 22 décembre de cette même année, à Elisabethville et à Jadotville, les élections se déroulèrent dans un climat de chaleur antagoniste. Tout en n'étant pas obligatoire, l'opération de votation suscite un grand intérêt parmi les populations. 74,4% des Congolais inscrits sur les listes électorales participent à la consultation de Jadotville, 85% à Léopoldville et 87,2% à Elisabethville. Le scrutin favorise, dans l'ensemble, le renouvellement et le rajeunissement des cadres congolais de la colonie. Léopoldville, la capitale, fut subdivisée en 11 communes dont 8 pour les Africains (Kinshasa, Dendale, Saint-Jean, Barumbu, Ngiri-Ngiri, Kalamu, Kintambo et Bandalungwa), 2 pour les Européens (Ngaliema et Limete) et une mixte (Léopoldville) plus trois zones annexes. Dans les communes africaines, il y avait 762 candidats dont 365 originaires du Bas-Congo et 45 du Kwango-Kwilu. Elisabethville fut subdivisée en 5 communes, dont une européenne, la commune Elisabeth, et quatre africaines : Katuba, Kenya, Albert Ier et Ruashi plus une Zone annexe. Jadotville fut subdivisée en deux communes : celle de Likasi pour la population européenne et celle de Kikula pour les Africains. Dans la commune européenne, la plupart des élus étaient des agents des sociétés alors que dans la commune Kikula, la majorité d'élus congolais étaient des ressortissants du Kasai. A. Glautier fut nommé bourgmestre de la commune Likasi, tandis que Noël Mutonkole était placé à la tête de la commune Kikula.

### De la logique du vote

Historiquement, les conseils de territoire furent organisés en 1957 et des élections des membres de divers conseils de

territoire n'eurent lieu qu'en 1959 avant l'accession du pays à l'indépendance le 30 juin 1960.

1. A Léopoldville, la logique du vote était de manière générale déterminée par l'identification partisane de l'Alliance de Bakongo, ABAKO en sigle. Sur les 170 sièges à pourvoir, les Bakongo en remportèrent 133, soit la majorité absolue de 78%. En conséquence, sur les 8 communes africaines, 7 eurent comme bourgmestres, des ressortissants du Bas-Congo : Joseph Kasa-Vubu (Dendale), Pierre Canon (Saint-Jean), Michel Colin (Barumbu), Gaston Diomi (Ngiri-Ngiri), Arthur Pinzi (Kalamu), A. Kinkela (Kintambo) et Oscar Ngoma (Bandalungwa). Une seule commune, celle de Kinshasa, avait un bourgmestre non-Mukongo, F. Laurent. Les deux communes blanches de Ngaliema et de Limete eurent comme bourgmestres, respectivement Wery et Michaux, tandis que la commune mixte de Léopoldville fut dirigée par F. Collaert. Le Commissaire provincial Tordeur fut nommé Premier bourgmestre de la ville de Léopoldville. A cette époque la majorité de la population de Kinshasa était originaire du Bas-Congo<sup>3</sup>. Dans la capitale, par exemple, la tension était vive entre les Bakongo, qui s'estimaient propriétaires du sol, et les Bangala appelés ainsi par ceux-là pour désigner tous les « arrivants » du Haut-Congo, entendez les tribus du Haut-Congo, du Kasai et du Katanga. Au Katanga même, les conflits ethniques sont vifs entre les Baluba du Nord de la province et les Lunda du Sud. Les Baluba du Kasai ne sont pas loin de là. C'est dans cet élan que les groupements à coloration à la fois tribale et politique commencent à voir le jour dans les grands centres urbains du pays. A Léopoldville, par exemple, pour faire face à l'Alliance des Bakongo (Abako), les intellectuels d'autres ethnies constituent une union appelée « interfédérale ». On y retrouve des Bangala de la province de l'Equateur, des ethnies du Kwango-Kwilu, celles du Kasai, des Bateke de Léopoldville, des ressortissants du Kivu-Maniema et ceux du Lac Léopold II.
2. Contrairement à Léopoldville, les électeurs d'Elisabethville n'ont pas voté selon le critère tribal ou partisane, ils ont, s'il faut en croire aux propos de nos personnes ressources, porté leur choix sur des hommes appartenant aux milieux du commerce et de l'assistance médicale, notamment des représentants syndicaux et des membres du Mouvement de l'Union congolaise, créé en 1957 sans appartenance tribale. Ce mouvement qui deviendra le premier parti politique au Katanga, fut l'œuvre de l'avocat d'Elisabethville, Antoine Rubbens et de Gabriel Kitenge. Furent nommés bourgmestres : Emile Délaruelle (commune Elisabeth), Thaddée Mukendi (commune Katuba), Amand Tshinkulu (commune Kenya), Pascal Luanghy (commune Albert Ier) et Laurent Musengeshi (commune Ruashi).

A Elisabethville, les immigrés kasaiens gagnent trois postes de bourgmestres sur les quatre à pourvoir et le quatrième est gagné par un ressortissant du Maniema, dans l'ancienne province du Kivu. A en croire Raymond MuyumbaMahila<sup>4</sup> et d'autres personnes ressources contactées dans le cadre de notre

<sup>3</sup>A. MwembuDibwe, « Appartenance ethnique et expression du suffrage universel en RDC, regard sur les élections de 2006 dans la ville de Lubumbashi », thèse de doctorat en Sciences politiques et administratives, UNILU, Lubumbashi, 2013.

<sup>4</sup> Raymond MuyumbaMahila, Communication présentée aux journées scientifiques de la Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Administratives.

enquête à Lubumbashi, le comportement électoral des Congolais d'Elisabethville de cette période ne peut être taxé de tribal car, le choix porté sur les bourgmestres élus n'était aucunement entaché de coloration tribale. Le critère sur lequel les électeurs s'étaient basés était la compétence partant de l'expérience de ces candidats dont certains étaient commerçants, d'autres syndicalistes, médecins et j'en passe. Mais, il faut aussi signifier que durant cette période, la majorité de la population katangaise urbaine était kasaienne<sup>5</sup> compte tenu de la raison de création de cette ville<sup>6</sup>. Dibwe dia Mwembu explique : « *La population africaine d'Elisabethville a des origines diverses. Dès leur implantation en 1906, l'UMHK et la BCK furent confrontées à la question de la main-d'œuvre. Le Haut-Katanga, région riche en ressources minières était très pauvre en ressources humaines. La pauvreté démographique de la région a amené les colonisateurs à mobiliser les populations congolaises et celles des colonies voisines, et à les concentrer autour des mines.* »<sup>7</sup>. Mais ce qui a provoqué des conflits, poursuit-il, entre les autochtones et les Kasaiens, c'est le fait pour ces derniers d'organiser une fête de victoire à laquelle les autres tribus n'étaient pas invitées. Aussi, il faut ajouter le fait que lors de leur règne, les bourgmestres kasaiens auraient fait bénéficier beaucoup plus d'avantages aux Kasaiens qu'aux membres des autres tribus. Alors, pareil comportement laisse croire aux autochtones que les Kasaiens ont voté tribu d'autant plus qu'ils étaient majoritaires comme évoqué ci-haut par Donatien Dibwe. A Elisabethville, tout comme à Jadotville, parmi les bourgmestres congolais des communes noires, il n'y avait aucun originaire du Katanga. Trois bourgmestres (Musengeshi, Tshinkulu et Mukendi) pour Elisabethville et l'unique de Jadotville étaient du Kasai et Luanghy, le quatrième d'Elisabethville, était originaire de Kibombo au Maniema. Ainsi, la frustration de ceux qui s'appelaient « Katangais authentiques » est attisée et exploitée par l'« Union katangaise », sous l'impulsion de Godefroid Munongo, créée de toutes pièces par des colons européens. C'est dans ce même contexte que naît la Confédération des Associations tribales du Katanga (Conakat). Pendant ce temps, le Mouvement National Congolais (MNC) s'impose comme un parti vraiment national. Et l'année 1958 se termine dans ce paysage politique caractérisé par le désordre et l'anarchie, avec l'organisation d'autres élections à Bukavu, Luluabourg, Stanleyville et Coquilathville.

#### • Elections législatives de 1960

On sait qu'aux présentes élections législatives, ne votaient que les adultes de sexe masculin. Dans les différentes circonscriptions électorales, le pourcentage d'électeurs inscrits

<sup>5</sup> Le concept « Kasaien » est évoqué ici pour illustrer que la réorganisation administrative en RDC est un construit, ce qui fait qu'on est jamais Katangais, Kasaiens, Bandband, etc. jusqu'à l'éternité. La présence nombreuse de ce peuple (kasaien) à Elisabethville se justifie parce qu'autrefois, il faisait partie et de la province du Katanga, notamment le district de Lomami, et de la province du Congo-Kasai, dans la configuration des années 1910-1914.

<sup>6</sup> La ville de Lubumbashi a été créée pour des raisons à la fois économiques et politiques. « Lubumbashi, a-t-on l'habitude de dire, est la fille de l'industrie minière. En effet, les autorités de l'Union Minière du Haut-Katanga (actuellement Gécamines) ont voulu construire l'usine de traitement de cuivre à cet endroit en raison de la proximité de la rivière Lubumbashi qui la ravitaillait en eau, et du passage du chemin de fer en provenance du Cap qui permettrait l'approvisionnement encocke et d'autres matériaux de construction pour l'usine. » CfDibwe Donatien (note 212).

<sup>7</sup>Dibwe dia Mwembu, *Histoire des conditions de vie des travailleurs de l'Union Minière du Haut Katanga/ Gécamines (1910-1999)*, Lubumbashi, PUL, 2001.

par rapport à la population représentait entre 20 et 30 %. Le pourcentage le plus bas est celui du Bas-Congo avec 20,89 %. Dans la configuration politique du Congo, on devait s'attendre à des votes principalement "régionaux". La base tribale d'un certain nombre de partis, le régime électoral adopté, le niveau d'éducation politique des masses, la difficulté qu'il y avait à trouver des candidats dans de nombreuses régions distantes géographiquement, tous ces facteurs et bien d'autres encore devaient conduire à des résultats régionaux. Le triomphe du Mouvement National Congolais de M. Lumumba en apparaît d'autant plus étonnant. Nous en reparlerons plus loin. En dehors du MNC-Lumumba, seul le P.N.P., qui semble plus une coalition de listes qu'un parti proprement dit (il se présentait d'ailleurs sous de nombreuses étiquettes) déborde le cadre d'une province. Tous les autres partis n'ont de voix que dans quelques circonscriptions faisant partie d'une même province, si on considère les partis qui ont plus de six sièges : c'est le cas de la Conakat, de la Balubakat, de l'Abako, de la PUNA, du CEREÀ ; le MNC-Kalonji déborde du Kasai vers une circonscription du Katanga ; le PSA, de la province de Léo, vers une circonscription du Kasai. Dans l'un et l'autre cas, ces deux derniers partis n'enlèvent point de sièges dans le district "extérieur"<sup>8</sup>.

Il faut aussi souligner que manifestement, l'implantation du MNC-Lumumba est moindre dans les circonscriptions ou les provinces où prédominent des partis dont les tendances fédéralistes sont bien connues. C'est le cas du Katanga, de la province de Léo (sauf le district du Lac Léopold II) et, dans une certaine mesure, du Kasai. Les thèses unitaristes du MNC-Lumumba s'opposant aux idées fédéralistes d'autres partis, seule une analyse plus détaillée permettrait de déterminer la raison du succès du fédéralisme dans certaines régions plutôt que dans d'autres. Certes, la cohésion des électeurs du PSA, la tendance à l'unanimité au sein de l'Abako d'une part, le problème minier katangais d'autre part, la situation économique dans le Nord enfin, tout cela explique les situations extrêmes, mais non pas les cas où les succès des uns ou des autres sont moins grands. En fait, et sans vouloir généraliser, il semble bien que la pénétration du MNC-Lumumba ait été freinée ou empêchée dans un certain nombre de districts par des partis à base ethnique, alors qu'ailleurs, il est apparu comme le parti important. Il ne s'agit pas de généraliser, car le CEREÀ, au Kivu par exemple, remporte un succès non négligeable. Signalons enfin que c'est dans le district du Sankuru, où le MNC-Lumumba remporte quelque 82.000 voix sur 92.000 votes valables, que se situe le lieu de naissance de M. Lumumba. De manière générale, sur la vingtaine des partis qui avaient concouru aux élections, 4 principaux partis politiques, à eux seuls, ont pu constituer la majorité avec 51 % de l'électorat, sur un socle idéologique appelé « nationalisme ». Ils avaient fait face au bloc fédéraliste et autres, totalisant 49 %.

Si telle est la situation des votes au niveau national, qu'en est-il alors de la logique du vote des électeurs d'Elisabethville ?

La synthèse des témoignages de personnes ressources révèle qu'avant 1960 et, par rapport à la situation des élections de 1957, la cohabitation entre les populations vivant à

<sup>8</sup>« Les élections législatives au Congo », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1960/22 (n° 68), p. e-j. DOI : 10.3917/cris.068. e. URL : <https://www.cairn.info/revue-courrier-hebdomadaire-du-crisp-1960-22-page-e.htm>

Elisabethville n'était pas du tout meilleure. Bon nombre des Congolais pointaient du doigt le colonisateur comme instigateur du conflit ethnique entre la population autochtone et les non-originaux vivant à Elisabethville.

**Tableau 1. Résultats des élections législatives de 1960**

N°	Parti politique	Nombre de sièges	%
1	MNC-L	41	30%
2	PSA	13	9%
3	CEREA	10	7%
4	BALUBAKAT	7	5%
	Majorité S/ Total	71	51%
5	ABAKO	12	9%
6	PNP	15	11%
7	PUNA	7	5%
8	MNC-K	8	6%
9	CONAKAT	8	6%
10	UNIMO	1	1%
11	Autres	15	11%
	Minorité S/Total	66	49%
	TOTAL GENERAL	137	100%

Source : « Les élections législatives au Congo », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1960/22 (n° 68), p. e-j. DOI : 10.3917/cris.068. e. URL : <https://www.caim.info/revue-courrier-hebdomadaire-du-crisp-1960-24-page-e.htm>

A ce propos, Placide KabangeNumbi<sup>9</sup> déclare : « Dire que la logique de vote lors des élections législatives de 1960 à Elisabethville était motivée par l'identification partisane ou tribale, c'est méconnaître l'histoire de la province. A vrai dire, même si la population a été instrumentalisée pendant toute cette période qui a précédé l'événement de l'accession de notre pays à la souveraineté internationale par le colonisateur, il faut avouer ici que l'électeur lushois s'est comporté comme lors des élections des années 1957. Les pesanteurs tribales n'ont vraiment pas influencé le choix des électeurs pour les candidats à la députation nationale. Certes, il faut avouer que lors de la campagne électorale de différents partis politiques, certains leaders tribaux recommandaient aux membres de leurs associations socio-culturelles de voter pour tel ou tel autre candidat, sans qu'il ne soit nécessairement de leur tribu ».

Après l'analyse des témoignages des personnes ressources, nous pouvons affirmer que le conflit ethnique ou tribal était perceptible entre différentes communautés lors des élections législatives de 1960, mais, le choix des électeurs lushois était motivé par plusieurs facteurs, entre autres, l'appartenance linguistique, régionale ou provinciale, les discours des candidats, le projet de société, etc. Bref, le choix rationnel a surplombé le choix irrationnel ou le vote partisan.

## Les élections d'après l'indépendance

### Contexte des élections

Les élections d'après l'indépendance ont une particularité d'être organisées par les Congolais eux-mêmes, contrairement aux élections des années 1957-1960. L'après-indépendance est marquée par plusieurs élections, mais, dans le cadre de cette étude, nous allons prendre seulement les élections de 1965, d'abord parce qu'elles s'étaient déroulées dans un environnement concurrentiel, ensuite, parce que beaucoup d'autres partis politiques y ont pris part.

<sup>9</sup> Placide KabangeNumbi (Retraité de la SNCC /Lubumbashi), interview accordée à Lubumbashi, au quartier Congo de la commune de la Ruashi, le 24 septembre 2017.

Ce scrutin a connu deux moments forts à savoir : le referendum constitutionnel et les élections proprement dites. Du 25 juin au 10 juillet 1964 a été organisé sous l'égide de Kasa-Vubu le premier référendum de l'histoire du Congo. Le peuple était appelé à se prononcer pour ou contre la Constitution de Luluabourg en remplacement de la Loi fondamentale léguée par la Belgique après l'indépendance. Le vote s'est fait par le biais d'un bulletin "pour" de couleur verte et d'un bulletin "contre" de couleur noire. Le oui l'a emporté à une large majorité avec 90,82 % des voix. Le 1<sup>er</sup> août, le Congo-Léo devint la République démocratique du Congo. C'est à l'issue de ce référendum constitutionnel que la RDC est passée de la première République à la deuxième.

Du 18 mars au 30 avril 1965 ont lieu les élections législatives, sénatoriales et provinciales en prélude à l'élection présidentielle à venir. Le cartel de la CONACO mené par Moïse Tshombe se taille la part du lion (122 élus sur 167) devant tous les partis dont l'Abako du président Kasa-Vubu. Mais les résultats sont contestés par plusieurs formations politiques dans certaines villes. La cour d'appel de Léopoldville annule le scrutin au Kivu Central, Goma-Rutshuru, Cuvette Centrale, Fizi, Kwilu et Maniema pour les organiser entre le 8 et le 22 août. Ces élections pluralistes sont les dernières, car l'armée met fin au processus démocratique par le coup d'État militaire du 24 novembre. Les élections communales de 1965 prévues pour le 10 janvier 1965 furent reportées à plus tard et n'ont jamais eu lieu. La Confédération des nationalistes congolais, CONACO, en sigle, de Moïse Tshombe gagna les élections législatives et provinciales de 1965 (122 élus sur 165). Mais le coup d'Etat militaire du 24 novembre 1965 priva aux élus le délice de leur victoire.

**Tableau 2. Résultats des élections législatives de 1965 par parti politique**

N°	DENOMINATION	Sièges gagnés	%
	Pour la Convention Nationale Congolaise de Tshombe (CONACO) Coalition majoritaire		
1	CONACO	35 sièges	21%
2	CONAKAT	9 sièges	5%
3	23 Autres	78 sièges	47%
	Majorité S/Total	122 sièges	73%
	Pour la Confédération des Démocrates Congolais de Kasa-vubu (CODECO)		
4	UNICENTRAL	4 sièges	2,40%
5	PUNA	4 sièges	2,40%
6	ABAKO	3 sièges	1,80%
7	Autres	34 sièges	20,40%
	Minorité S/Total	45 sièges	27%
	TOTAL Général	167 sièges	100%

Source : Adolphe Muzito, « 8ème Tribune: la RDC : un royaume des aveugles conduit par des borgnes », article publié en ligne <https://7sur7.cd/8eme-tribune-dadolphe-muzito-la-rdc-un-royaume-des-aveugles-conduit-par-des-borgnes>

Pour ce qui est de la logique du vote des électeurs d'Elisabethville aux élections législatives, contrairement à l'idée selon laquelle le transfert d'identité du groupe social rural traditionnel au groupe urbain hybride est un pas décisif vers l'intégration nationale parce qu'artificiel, et le manque de véritable racines historiques ou de structure organique de groupes ethniques urbains sont la garantie de leur caractère de transition, et sont moins un obstacle à une loyauté nationale que l'expression d'une conscience permanente d'appartenance totale à une société traditionnelle authentique<sup>10</sup>. L'électorat

<sup>10</sup> Crawford Young, *Introduction à la Politique Congolaise*, Kinshasa, Editions Universitaires du Congo, 1965.

lushois dans le temps s'était montré beaucoup plus fidèle aux idéaux de son leader ethnique ou tribal<sup>11</sup>. Loin de nous l'intention de pouvoir qualifier tout l'électorat lushois de tribaliste ou de « super-tribaliste », mais les comportements des électeurs ont été motivés par plusieurs facteurs, dont le facteur qui a prédominé est l'ethnicité.

### Les élections de 2006, 2011 et 2018

Si pour la première fois les élections des années 1957-1960 avaient pour objectif de préparer les Noirs à la gestion de la chose publique, il faut signaler ici que celles de la troisième phase (2006-2018) sont le résultat d'un long combat dont l'objectif était la suppression du pouvoir dictatorial considéré par l'opposition interne comme un pouvoir illégitime qu'il fallait remplacer par un autre pouvoir qui résulterait des élections libres et démocratiques<sup>12</sup>. Pour bien comprendre ces vagues de mouvements, il faut partir de l'historique du processus démocratique en Afrique en général et en République démocratique du Congo en particulier. A la fin des années 80 et au début des années 90, les débats sur la démocratisation en Afrique étaient dominés par la controverse sur l'influence respective des facteurs externes et internes dans le déclenchement de ce phénomène historique. Si, à cette période initiale, nombre d'observateurs semblaient accorder plus d'attention à la chute du Mur de Berlin et au discours de la Baule du président François Mitterrand comme facteurs déterminants de la démocratisation, des analyses plus pointues des réalités africaines montraient déjà le caractère avant tout endogène des changements qui se dessinaient. Les facteurs externes précités étant plutôt des détonateurs dudit processus. La revendication démocratique telle qu'illustrée par le pluralisme politique et identitaire actuel plonge ses racines dans l'échec du parti unique en tant qu'instrument de construction de l'Etat-nation qui avait été le projet politique des coalitions de libération anticoloniale. Presque partout, dans les pays libérés du colonialisme, le parti unique ou dit dominant a abouti au culte de la personnalité du « père de la nation » ou du dictateur militaire et par voie de conséquence, à l'étouffement des idées politiques, à l'oppression des identités considérées comme minoritaires dans l'espace public national. Par rapport à la question principale de cette réflexion, à savoir la logique du vote lors des élections de la troisième phase, et pour éviter de travailler sur les résultats des élections tant décriées par presque tout le monde<sup>13</sup>, nous avons recouru à l'approche behavioriste. Pour ce faire, nous avons recouru à

<sup>11</sup> Mercier, op.cit. « L'identité ethnique est quelque chose d'ambigu et de fluide. A l'intérieur de chaque groupe, il y a des subdivisions reconnaissables. Dans une situation de conflit avec un groupe extérieur, l'action menée, le sera par le groupe au sens le plus large. Mais si les menaces venant de l'extérieur diminuent, le lieu du conflit et du clivage peut se transférer aux subdivisions.

<sup>12</sup> A. Mwembu Dibwe, *op. cit.*

<sup>13</sup> Les observateurs sont unanimes : les élections couplées, présidentielle et législative, de novembre 2011 en RDC ont été calamiteuses. Pires que celles de 2006. La Fondation Carter, la Commission européenne, les États-Unis, la France, la Belgique, la Conférence épiscopale congolaise, les ONG de tous horizons se rejoignent pour déplorer les ratés de la première consultation organisée par les Congolais eux-mêmes - à la différence du scrutin de 2006, encadré par la communauté internationale, la MONUC (Mission des Nations Unies au Congo) et le CIAT (Comité International d'Accompagnement de la Transition). Leur emboitant le pas, la presse occidentale à l'unisson a dénoncé le fiasco électoral, l'opacité des opérations de dépouillement mettant en cause la crédibilité des résultats. Les perdants ont naturellement crié à la fraude. Arrivé second tour, l'opposant Etienne Tshisekedi s'est auto-proclamé Président, ajoutant à la confusion. Kinshasa a été le théâtre de violences pré et surtout post électorales qui ne sont pas de bon augure pour le second quinquennat de Joseph Kabila.

l'approche qualitative (enquête à passages répétés)<sup>14</sup>, question de nous permettre de comprendre l'évolution de la logique de vote des électeurs lushois. Nous avons pu mener notre enquête sur base d'un protocole tout en sachant qu'un protocole d'enquête ne peut être conçu que sur base d'un échantillon préalablement bien défini.

**Tableau 3. Répartition de la population lushoise par commune et taille de l'échantillon**

Subdivision administrative	Population congolaise	%	Nombre d'électeurs à enquêter
Annexe	217 587	16 %	80 Electeurs
Kamalondo	27 198	2,3 %	10 Electeurs
Kampemba	326 380	24 %	120 Electeurs
Katuba	271 983	20 %	100 Electeurs
Kenya	95 194	7 %	35 Electeurs
Lubumbashi	258 384	19 %	95 Electeurs
Ruashi	163 190	12 %	60 Electeurs
Total	1 359 916	100 %	500 Electeurs

Source : Administration du territoire, Bureau du Maire de Lubumbashi, Exercice 2006.

En nous servant des données statistiques de la mairie de Lubumbashi, exercice 2006, nous avons reparti notre échantillon au prorata du poids démographique de chaque commune et quartier et, cela a été reporté sur les trois élections telles que représentées dans le tableau ci-dessous..

**Tableau 4. Construction de l'échantillon**

	2006	2011	2018
Electeurs Attendus	569 601	820 857	1 097 732
Nombre de votants	440 564	396 732	515 934
		(50, 72%)	(47%)
Echantillon construit	500	500	500

Source : Synthèse des données de l'échantillon construit.

### Elections présidentielles

#### Elections de 2006 à Lubumbashi

**Tableau 5. Province d'origine des électeurs enrôlés dans la ville de Lubumbashi en 2006**

Province	Ville	Province d'origine	Electeurs	%
Katanga	Lubumbashi	Katanga	343 134	60,8 %
Katanga	Lubumbashi	Kasaï -Or.	136 385	24,2 %
Katanga	Lubumbashi	Kasaï-Occ.	45 028	8,0 %
Katanga	Lubumbashi	Maniema	19 927	3,5 %
Katanga	Lubumbashi	Bandundu	5 873	1,0 %
Katanga	Lubumbashi	Sud-Kivu	5 198	0,9 %
Katanga	Lubumbashi	Bas-Congo	3 313	0,6 %
Katanga	Lubumbashi	Equateur	2 471	0,4 %
Katanga	Lubumbashi	P. Orientale	1 977	0,4 %
Katanga	Lubumbashi	Nord-Kivu	1 337	0,2 %
Katanga	Lubumbashi	Kinshasa	18	0,003 %
Katanga	Lubumbashi	11 Provinces	564 661	100,0 %
	ville Total			

Source : Kamal el Féghali, « Caractéristiques des électeurs enrôlés en RDC Origine, sexe et âge, RDC-CEI, Elections 2006 », septembre 2006, pp.49-50. Inédit

Il ressort du tableau de la CEI ci-dessus que, de tous les électeurs inscrits sur les listes électorales de la circonscription de Lubumbashi, les Katangais originaires de la province du

<sup>14</sup> L'idéal de notre approche voudrait que nous recourions auprès des mêmes enquêtés, mais la mobilité a fait qu'il nous a été difficile de trouver les mêmes enquêtés que nous avons rencontrés en 2010 pour les élections de 2006. Néanmoins, nous avons gardé le même effectif par commune, quartier et cellule comme présenté dans le tableau 3 ci-dessous.

Katanga représentaient 60,8% de l'effectif total, suivi des Katangais originaires de la province du Kasai Oriental avec 24,2%, Kasai Occidental 8%, Maniema 3,5%, Bandundu 1,0%, Sud-Kivu 0,9%, Bas-Congo 0,6%, Equateur 0,4%, province Orientale 0,4%, Nord-Kivu 0,2% et enfin la ville-province de Kinshasa avec 0,003%.

En confrontant les données de la CEI avec celles de l'enquête de terrain, nous avons obtenu les résultats contenus dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 6. Croisement des données de la CEI avec celles de l'enquête**

C.E.I.		ENQUETE		
VILLE	Province d'origine	ELECTEURS	%	%
Lubumbashi	Katanga	343 134	60,80%	58%
Lubumbashi	Kasai -Or.	136 385	24,20%	30,20%
Lubumbashi	Kasai-Occ.	45 028	8,00%	
Lubumbashi	Maniema	19 927	3,50%	3,80%
Lubumbashi	Abstention			3,20%
Lubumbashi	Bandundu	5 873	1,00%	1,20%
Lubumbashi	Sud Kivu	5 198	0,90%	0,60%
Lubumbashi	Bas-Congo	3 313	0,60%	1,40%
Lubumbashi	Equateur	2 471	0,40%	0,20%
Lubumbashi	P. Orientale	1 977	0,40%	0,60%
Lubumbashi	Nord Kivu	1 337	0,20%	1,20%
Lubumbashi	Kinshasa	18	0,00%	0,00%
Total	11 Provinces	564 661	100,00%	100%

Source : Synthèse des données de la CEI et de l'Enquête

Après dépouillement et synthèse des résultats d'enquête de terrain, le tableau ci-haut s'interprète de la manière que voici :

- De tous les 500 électeurs lushois interrogés, les Katangais, toutes tribus confondues, viennent en première position avec 290 électeurs, soit 58% de notre échantillon. Ils sont suivis des Kasaiens de deux provinces éponymes (Kasai Oriental et Occidental) avec un total de 151 électeurs, ou 30,2%. En troisième position, nous avons la province de Maniema avec 19 électeurs, soit 3,8%. Ensuite, viennent les électeurs qui ont refusé de s'identifier par rapport à leur appartenance tribale ou provinciale. Ces derniers représentent 3,2%, soit 16 électeurs, ils sont suivis de la province du Bas-Congo avec 1,4%, soit 7 électeurs ; les provinces de Nord-Kivu et Bandundu viennent avec chacune 1,2%, soit 6 électeurs, et sont suivies aussi de deux autres provinces à savoir : le Sud-Kivu et la province Orientale avec respectivement 3 électeurs chacune, soit 0,6%. Enfin vient la province de l'Equateur avec 0,2%, soit 1 électeur.
- De tous les 33 candidats à la présidentielle, 8 seulement ont été choisis dans la ville de Lubumbashi dans notre échantillon et se présentent de la manière suivante :

- Joseph Kabila Kabange vient en tête avec 306 électeurs (61,2%) des ressortissants de 9 des 11 provinces représentées à Lubumbashi. Leur répartition par province se présente de la manière suivante : 229 voix de Katangais, dont 94 Lubakat, 51 voix de deux Kasai, 12 du Maniema, 1 du Sud-Kivu, 4 inconnus, 1 de l'Equateur, 1 du Bas-Congo et 5 du Nord-Kivu. Enfin, aucune voix du Bandundu et de la province Orientale,
- Jean-Pierre Bemba Gombo se classe deuxième avec 81 voix (16,2%) des ressortissants de 8 provinces représentées à Lubumbashi, dont 22 du Katanga, 42 des deux Kasai, 4 du Bandundu, 3 du Maniema, 4 inconnus, 4 du Bas-Congo, 1 du Nord-Kivu et 1 du Sud-Kivu,

- Oscar Kashala vient en troisième position avec 31 voix des ressortissants de trois provinces, à savoir, 3 du Katanga et 28 des deux Kasai.
- Vincent de Paul Lunda Bululu vient en quatrième position avec 8 voix (1,8%) issues des ressortissants de trois provinces dont 4 de la province du Katanga et 4 des deux Kasai.
- AzariasRuberwaManya se classe en cinquième position avec 4 voix (0,6%) dont 2 de la province du Katanga et de la province du Bas-Congo.
- Antoine Gizenga a eu deux voix des originaires de la seule province du Katanga.
- Paul Mukungubila et Pierre Pay-Pay occupent tous les deux la septième position avec chacun 1 voix (0,2%) de la province du Katanga.
- Les abstentions proviennent de 63 électeurs originaires de 8 provinces : 26 du Katanga, 23 des deux Kasai, 6 des inconnus, 4 du Maniema, 2 de la province Orientale, 1 pour le Bandundu et 1 du Sud-Kivu.

Pour des raisons diverses, les Congolais émigrent en grand nombre de leurs villages et villes pour d'autres villes notamment Lubumbashi. Certains sont à la recherche du travail, d'autres pour des raisons d'études, ou pour quelconques autres motifs. Pour des raisons d'asservissement aux réalités de la vie, la majorité s'attache à des groupes d'intérêts liés à leurs milieux d'origine. Ainsi, il est vite apparu une nouvelle solidarité, fondée sur l'appartenance ethno-tribalo-régionale.

**Tableau 7. Résultats du deuxième tour**

Electeurs fidèles	Ajout Venant De :		Abstention	Total	Electeurs fidèles
	J. Kabila	JP Bemba			
Joseph kabila	298			29	327
Jean-Pierre Bemba	49	4		21	74
Oscar kashala		4	9	14	27
AzariasRuberwa			1	2	3
Lunda Bululu		2	4	2	8
Pierre Paypay		1			1
Paul Mukungubila			1		1
Antoine Gizenga				2	2
Abstention		7	2	2	11
Abstention 1 <sup>er</sup> tour	47				47
Total	394	18	16	72	500

Source : Résultats des enquêtes de terrain menées dans la ville de Lubumbashi (mars-juin 2010)

Il s'observe, du tableau ci-haut résultant des données d'enquête, qu'au deuxième tour, Joseph Kabila a gardé la majorité des voix et, la majorité de ses voix provient des électeurs lushois originaires de l'ex-province du Katanga.

**Elections de 2011:** Le tableau ci-dessus donne les statistiques des électeurs lors des élections de 2011 dans la ville de Lubumbashi. Comparativement aux élections de 2006, il s'observe une certaine diminution des électeurs du Katanga, Maniema, Bandundu et d'autres provinces contre une certaine augmentation des électeurs originaires de deux provinces du Kasai.

Par rapport à la logique du vote lors de ces élections, il sied de signaler que près de 346 partis politiques sur les 417 reconnus au ministère de l'Intérieur ont présenté des candidats à la députation nationale, ajouter à cela 537 indépendants. 8 partis politiques ont présenté un candidat à la présidentielle contre 3 indépendants dont le président Joseph Kabila Kabange.

**Tableau 8. Province d'origine des électeurs enrôlés dans la ville de Lubumbashi en 2011**

Province	Ville	Province d'origine	2006	2011
Katanga	Lubumbashi	Katanga	60,80%	59,30%
Katanga	Lubumbashi	Kasaï -Or.	24,20%	24,9
Katanga	Lubumbashi	Kasaï-Occ.	8,00%	8,4
Katanga	Lubumbashi	Maniema	3,50%	3,1
Katanga	Lubumbashi	Bandundu	1,00%	0,8
Katanga	Lubumbashi	Sud-Kivu	0,90%	3,5
Katanga	Lubumbashi	Bas-Congo	0,60%	
Katanga	Lubumbashi	Equateur	0,40%	
Katanga	Lubumbashi	P. Orientale	0,40%	
Katanga	Lubumbashi	Nord-Kivu	0,20%	
Katanga	Lubumbashi	Kinshasa	0,00%	
Katanga	Lubumbashi	11 Provinces	100,00%	100%
	ville Total			

Source : Synthèse des données de terrain pour les élections de 2011 à Lubumbashi.

Les onze candidats à la présidence étaient les suivants :

1. Jean AndekaDjamba (ANCC)
2. Adam Bombole (indépendant)
3. Joseph Kabila (indépendant), président sortant
4. Nicéphore Kakese (URDC)
5. Vital Kamerhe (UNC)
6. Oscar Kashala (UREC)
7. Léon Kengo (UFC)
8. Antipas Mbusa (RCD/KML)
9. Nzanga Mobutu (UDEMO)
10. Josué Alex Mukendi (indépendant)
11. Étienne Tshisekedi (UDPS)

Que peut-on dire, avec quelques années de recul, de ces élections qui se sont déroulées à un seul tour, conformément à la révision constitutionnelle adoptée le 15 janvier 2011 ?

Dans une société rôtée aux processus électoraux comme la société française, ces questions ne se posent plus depuis longtemps. L'acte de voter est aussi simple et banal que de jouer au loto. Il a une tout autre valeur symbolique dans des sociétés qui font l'apprentissage du processus électoral et où les simples mots « a voté » ne sont pas démonétisés<sup>15</sup>. Au regard des résultats du terrain et de la réalité vécue en RDC, l'élection présidentielle présente donc une forte composante ethnico-régionale comme présenté dans le tableau ci-dessous, ce qui au demeurant caractérise la plupart des États africains pour lesquels l'État-nation composé de citoyens n'est encore qu'un horizon lointain et pas forcément désiré.

**Tableau 9. Synthèse des résultats de terrain**

Province d'origine	2011	J. Kabila	E. Tshisekedi	V. Kamerhe	L. Kengo	Autres
Katanga	59,30%	47,33%	9,70%	0,43%	0,00%	2,27%
Kasaï -Or.	24,9	0,48	20,7	1,2	0	2,52
Kasaï-Occ.	8,4	0,17	7,8	0,4	0,00123	0,03
Maniema	3,1	1,7	0,8	0,2	0	0,4
Bandundu	0,8	0			0,6	0,2
Sud Kivu	3,5					
Bas-Congo						
Equateur						
P. Orientale						
Nord Kivu						
Kinshasa						
11 Provinces	100%					

Source : Synthèse des données de terrain

<sup>15</sup>Roland Pourtier, « Les élections de 2011 en RDC, entre cafouillage et tripatouillage », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 02 juillet 2012, consulté le 04 septembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/13119> ; DOI : 10.4000/echogeo.13119

Au regard des résultats contenus dans ce tableau issu de données de terrain, on pourrait dire que les données de la CEI et de la CENI permettent de comparer les résultats électoraux de 2006 et de 2011 à l'échelle des territoires. On observe des permanences et quelques changements, les uns prévisibles, les autres inattendus. Parmi les permanences, l'opposition entre l'Est et l'Ouest de la RDC demeure structurante tout en étant moins marquée qu'en 2006. La comparaison est cependant biaisée par le fait qu'en 2006 l'élection était à deux tours, en 2011 à un seul tour. Autre différence, en 2006 le parti historique d'opposition, l'UDPS, avait boycotté les élections alors qu'en 2011 Tshisekedi est le principal opposant, Jean-Pierre Bemba étant hors course. Les partis d'opposition n'ont pas réussi à se rassembler, ce qu'ils auraient peut-être fait s'il y avait eu un deuxième tour, comme cela s'est produit au Sénégal<sup>16</sup>. A défaut d'un deuxième tour, on ne peut savoir comment les voix se seraient réparties géographiquement entre Kabila arrivé premier avec 48,95 % des voix (mais avec une forte présomption de fraude comme on l'a vu) et Tshisekedi, second avec 32,33 %. Ce que montre le premier tour, c'est un paysage politique éclaté et fortement marqué par le caractère ethnique et régional du vote. Kabila l'emporte de façon écrasante dans sa province d'origine du Katanga.

### Elections de 2018

**Tableau 10. Province d'origine des électeurs enrôlés dans la ville de Lubumbashi en 2018**

Province	Ville	Province d'origine	2006	2011	2018
Katanga	Lubumbashi	Katanga	60,80%	59,30%	57,7
Katanga	Lubumbashi	Kasaï -Or.	24,20%	24,9	25,5
Katanga	Lubumbashi	Kasaï-Occ.	8,00%	8,4	8,7
Katanga	Lubumbashi	Maniema	3,50%	3,1	3
Katanga	Lubumbashi	Bandundu	1,00%	0,8	0,87
Katanga	Lubumbashi	Sud-Kivu	0,90%	3,5	4,23
Katanga	Lubumbashi	Bas-Congo	0,60%		
Katanga	Lubumbashi	Equateur	0,40%		
Katanga	Lubumbashi	P. Orientale	0,40%		
Katanga	Lubumbashi	Nord-Kivu	0,20%		
Katanga	Lubumbashi	Kinshasa	0,00%		
Katanga	Lubumbashi	11 Provinces	100,00%	100%	100%
	ville Total				

Source : Synthèse des données de terrain.

Les élections de 2018, qui auraient dû être organisées deux ans plus tôt, devraient consacrer l'enracinement de la démocratie dans le pays avec, pour la première fois depuis son indépendance, la passation de pouvoir entre un président sortant et un nouveau président démocratiquement élu. Après 17 années passées au pouvoir, donc deux mandats constitutionnels, le président Joseph Kabila était contraint par la constitution de céder la place à un successeur. L'organisation des élections de décembre 2018 devrait amener à la résolution d'une crise institutionnelle et de confiance aiguë. Ces scrutins prévus en 2016 ont été reportés à deux reprises. Malgré la tenue de deux dialogues politiques à la veille de ces échéances, la confiance est rompue entre les acteurs politiques congolais. Les tentatives de contestation ont presque toutes été réprimées. La violence armée s'est répandue au-delà de la zone traditionnelle de conflits de l'Est du pays. Même si le chef de l'Etat congolais a désigné le 8 août un « dauphin », cette annonce, accueillie positivement par la communauté internationale, n'a pas eu pour effet de libérer

<sup>16</sup>*Ibidem*.

l'espace politique. Plusieurs leaders de l'opposition ne sont pas autorisés à concourir pour la présidentielle. Les manifestations sont souvent réprimées. La coalition au pouvoir a des moyens financiers et une mainmise sur les médias, notamment d'État, beaucoup plus importants que l'opposition. Ce processus électoral était d'autant plus périlleux qu'il est intervenu aussi dans un contexte de tensions entre les autorités congolaises et leurs partenaires traditionnels. Kinshasa s'est opposé à la mise en place d'un groupe international d'experts électoraux et a refusé l'assistance logistique de la communauté internationale dans l'organisation de la présidentielle, des législatives et des provinciales de décembre 2018. L'organisation des élections en République démocratique du Congo a toujours été un défi logistique et financier au vu de la faiblesse des infrastructures et de la taille du pays<sup>17</sup>. Les choix imposés par le gouvernement congolais et la commission électorale ont entraîné de nouveaux retards dans la tenue de ces scrutins.

D'une manière générale, trois grands regroupements politiques ont marqué la campagne électorale, à savoir le Cap pour le Changement (CACH)<sup>18</sup>, le Front Commun pour le Congo (FCC)<sup>19</sup> et LAMUKA<sup>20</sup>. Il faut noter qu'à l'approche des élections ou, s'il faut bien le dire, lors de la campagne électorale, deux thèmes ont vu le jour : « Continuité » pour RamazaniShadari et « Changement » pour les autres candidats de l'opposition. Le « Changement », selon l'entendement de la majorité du peuple congolais, signifiait se débarrasser de Joseph Kabila et de tous ses caciques que le peuple congolais de manière générale et sous l'instigation des leaders politiques de l'opposition, accusait de dictateur et de prédateur des richesses du pays.

**Tableau 11. Résultats des données de terrain**

Province d'origine	2018	E. Shadari	M. Fayulu	F. Tshisekedi
Katanga	57,7	2,3	43,2	11,6
Kasaï -Or.	25,5	0,1	3,97	21,6
Kasaï-Occ.	8,7	0,3	1,1	7,2
Maniema	3	1,5	0	1,5
Bandundu	0,87	0,007	0,6	0
Sud-Kivu	4,23			
Bas-Congo				
Equateur				
P. Orientale				
Nord-Kivu				
Kinshasa				
11 Provinces	100%			

Source : Synthèse des données de terrain.

La compréhension du tableau ci-haut nous renvoie au contexte des enjeux politique et social qui ont caractérisé le climat politique d'avant le processus électoral. Contraint de ne plus se représenter aux élections de 2016, Joseph Kabila a imposé son dauphin Emmanuel RamazaniShadary à tous les membres du Front Commun pour le Congo. A défaut d'un leader politique

<sup>17</sup>LubanzaMukendi, A, *Elections et construction des identités politique en RDC*, Kinshasa, CEROPIC, 2010.

<sup>18</sup> L'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS) et l'Union pour la Nation Congolaise (UNC) se sont retirées de LAMUKA pour former, le 23 novembre 2018, à Nairobi, leur propre plateforme électorale dénommée Cap pour le Changement (CACH) avec Félix Tshisekedi comme candidat commun.

<sup>19</sup> La Majorité au pouvoir, élargie à d'autres formations politiques de l'Opposition et de certaines organisations de la Société civile l'ayant ralliée, s'est recomposée en créant une nouvelle plateforme électorale dénommée Front Commun pour le Congo (FCC).

<sup>20</sup> Sept, puis cinq leaders (Félix Tshisekedi, Vital Kamerhe, Moïse Katumbi, Jean-Pierre Bemba, Adolphe Muzito, Freddy Matungulu et Martin Fayulu)réunis à Genève, en Suisse, le 12 novembre 2018, créeront une plateforme électorale dénommée « Lamuka »et désigneront Martin Fayulu comme leur candidat commun, à la suite d'un accord entre lesdits leaders.

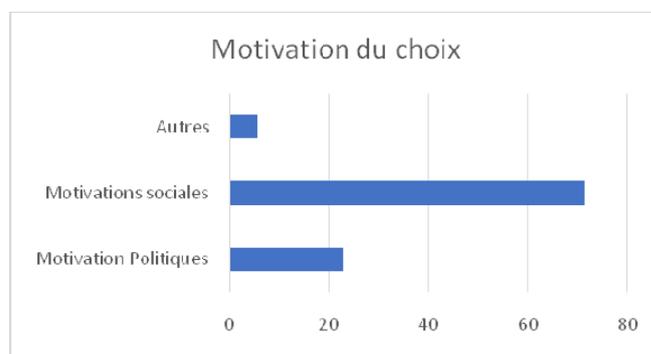
katangais de renommée nationale, bon nombre des Katangais auraient voulu voir Moïse Katumbi, redevenu opposant du président sortant, retenu comme candidat aux élections présidentielles de 2018. C'est l'une des hypothèses qui explique le fait que Martin Fayulu ait remporté beaucoup plus de voix à Lubumbashi : 43,2% sur 57,7% d'électeurs lushois d'origine katangaïse<sup>21</sup>. Félix Tshisekedi a, à son tour, raflé presque toutes les voix de l'électorat kasaïen. 28% d'électeurs sur 34% ont voté pour lui. La majorité de l'électorat lushois originaire de Bandundu a accordé ses voix à Martin Fayulu, soit 0,6%. D'où la question de savoir s'il faut parler de choix rationnel ou irrationnel concernant l'électorat lushois de 2018 à Lubumbashi

## Les élections législatives

Avant d'entrer dans les vifs de l'interprétation des données récoltées pour les élections législatives de 2006, 2011 et 2018, il sied de signifier ici que le graphique ci-dessous concerne les trois élections ci-haut citées.

### A. Législatives de 2006

Les élections de 2006 ont connu deux moments importants à savoir : les élections législatives nationales couplées aux présidentielles, premier tour, et les législatives provinciales couplées aux présidentielles, deuxième tour. Les 500 sièges de l'Assemblée nationale ont été convoités par 9.707 candidats. Les partis et regroupements politiques au nombre de 211 comptaient 8.938 candidats (92,1%), alors que les postulants dits indépendants représentaient 769 unités (7,9%). La modicité de la caution fixée à 110.000 Francs congolais justifierait cette ruée vers les législatives<sup>22</sup>. Le graphique 1 ci-dessous donne la synthèse des motivations du choix des électeurs pour ces élections.



Source : Synthèse de données de terrain.

**Graphique 1 : Motivations du choix**

On retiendra aussi de ce graphique relatif aux élections législatives que de toutes les voix accordées aux candidats à la députation, seuls 23,2% ont été considérés comme votes rationnels, parce que ces voix se rapportent à une logique plus

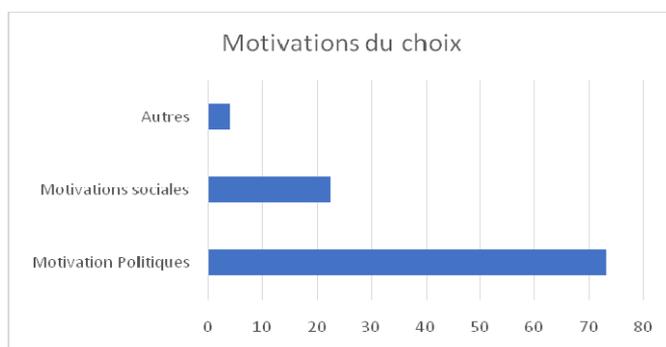
<sup>21</sup> Suite aux poursuites judiciaires en RDC, Moïse Katumbi a vu sa candidature rejetée par la CENI. C'est la raison pour laquelle il a recommandé le candidat Martin Fayulu à son électorat lushois. Ce qui explique même le fait que lors de la campagne électorale du candidat Martin Fayulu à Lubumbashi, malgré le fait qu'il n'a pas pu faire son meeting, on a constaté qu'il y avait beaucoup plus les nom et photos de Moïse que de Martin Fayulu. L'électorat lushois acquit à Moïse a été fidèle au mot d'ordre de son leader.

<sup>22</sup>N. Obotela Rachid, « La campagne électorale de juillet 2006 à Kinshasa à l'aune de stratégies des candidats et des pratiques populaires », in Elikia M'Bokolo (dir), *Elections démocratiques en RDC, Dynamique et perspectives*, Kinshasa, Presses de l'Université de Kinshasa, 2010, pp. 271-296.

ou moins objective, à savoir, voter pour le projet de société du parti du candidat, voter pour le plan d'action du candidat, pour l'idéologie, et pour les bonnes idées à réaliser pour le pays... Par contre, 71,4%, peuvent être considérés comme motivation sociale parce que motivés par des raisons sentimentales et sans logique plus ou moins objective. Enfin, 5,5% sont non avoués. Au regard des résultats après les élections législatives nationale et provinciale, il ressort que la majorité de ceux qui ont été élus par la population lushoïse comme mandataires font partie de la catégorie de candidats qui ont dépensé beaucoup d'argent pour leur campagne électorale, car, la participation à une élection implique des moyens financiers importants.

## B. Législatives de 2011

Par rapport aux élections de 2006, celles de 2011 ne concernaient que le scrutin législatif national. 346 partis politiques sur les 417 reconnus au ministère de l'Intérieur et 537 indépendants ont présenté des candidats à la députation nationale. 7 partis politiques ont présenté chacun un candidat à la présidentielle contre 4 indépendants dont le président Joseph Kabila Kabange. Au regard de ces premières statistiques, il se dégage que 20 partis politiques partent avec les faveurs des pronostics pour la conquête du pouvoir. Il s'agit de : PPRD (494 candidats), PALU (476), MSR (466), UNC (446), PPPD (394), AFDC (389), UDPS/Tshisekedi (385), UFC (343), ECT (308), PDC (286), ARC (278), MLC (266), CCU (264), UNADEF (247) RRC (221), SCODE (210), UDCO (198), UDEMO (197), CF (194), et NBP (176). Ce sont là des « grands partis politiques » qui peuvent prétendre avoir voix au chapitre au regard du nombre des députés qu'ils ont alignés. Mais une autre chose va les départager. Certes, tous ces partis ont un caractère national. Mais toujours est-il que certaines de ces formations accusent une prédominance régionale, pour ne pas dire rurale. Là où ils réaliseront un score faible, par exemple, dans les centres urbains, ils vont se consoler en milieux ruraux. Une façon de dire que chaque parti politique a son terrain de prédilection, prenant ainsi en compte la dimension sociologique. Ce paramètre influera beaucoup au niveau de la députation nationale si jamais dans l'élaboration des listes électorales, par extravagance ou optimisme béat, on a délocalisé les candidats de leur milieu sociologique. Comme les voix ne pourront jamais être « déportées », une telle tactique coûtera cher au parti politique qui aura fait preuve de légèreté dans ce contexte bien précis. Le graphique 2 ci-dessous nous illustre les différentes motivations du choix de l'électorat lushoïse de 2011.



Graphique 2. Motivations du choix

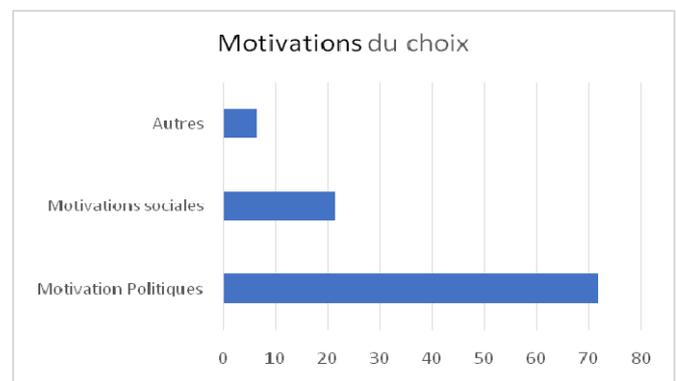
La consolidation démocratique en RDC s'est manifestée par le fait que cette dernière a organisé, le 28 novembre 2011, deux scrutins lors de l'épreuve réitérative : les présidentielles et les

législatives. En se focalisant spécifiquement sur les législatives, les résultats proclamés peuvent être qualifiés de contrastés. Ce contraste s'observe à deux niveaux différents.

Le premier contraste a trait au nombre très réduit de représentants réélus. Selon la Commission nationale électorale indépendante, CENI<sup>23</sup>, seuls 106 députés, soit 21,2%, ont été réélus en 2011 à travers tout le pays et, 6/72 dans l'ex-province du Katanga soit 8,3% et la ville de Lubumbashi n'a réélu que 2/11, soit 18,1%. Le deuxième contraste concerne la non-élection ou la non-réélection de plusieurs hommes politiques « carriéristes »<sup>24</sup>. Et ce, en dépit du fait qu'ils assumaient de hautes fonctions politiques au sein du gouvernement ou des entreprises publiques et qu'ils possédaient, en outre, des budgets conséquents à même de faciliter leur élection ou réélection aux législatives. La lecture des rapports d'autres organismes<sup>25</sup> et de l'ensemble de la littérature produite sur ces élections est allée dans ce sens, minimisant le nombre très réduit des représentants sortants, élus en 2006. Voilà ce qui explique le fait que la ou les motivations rationnelles ou politiques ont une grande proportion par rapport aux motivations sociales ou irrationnelles.

## C. Législatives de 2018

Comme pour les élections présidentielles, celles législatives se sont déroulées dans un contexte bien spécifique. Comparativement au processus électoral de 2006, celui de 2018 a connu tous les trois scrutins le même jour à savoir : élections présidentielles, législatives nationales et provinciales. Ce scrutin de 2018 a aussi connu une nouvelle donne à savoir : la machine à voter et le seuil de représentativité de 1% pour les législatives nationales et de 3% pour celles provinciales. Ci-dessous, les résultats des motivations pour ce scrutin.



Graphique 3. Motivations du choix

Comme pour le scrutin présidentiel, trois grands regroupements politiques ont marqué la campagne électorale, à savoir le Cap pour le Changement (CACH), le Front Commun pour le Congo (FCC) et LAMUKA.

<sup>23</sup> CENI, *Les élections présidentielles et législatives du 28 novembre 2011 en RD Congo. Défis, Stratégies et Résultats*, Kinshasa, mars 2012, p.33.

<sup>24</sup> Il s'agit des acteurs politiques qui ont longtemps occupé des fonctions politiques ou managériales, tant sous la première que la deuxième et la troisième République. On peut citer, à titre illustratif, le cas d'Alexis TambweMwamba dans la province du Maniema, de José EndundoBononge en Equateur, de Christophe Mboso dans le Bandundu, etc.

<sup>25</sup> « La Commission européenne, les États-Unis, la France, la Belgique, la Conférence épiscopale congolaise, les ONG de tous horizons se rejoignent pour déplorer les ratés de la première consultation organisée par les Congolais eux-mêmes », Pourtier, R., « Les élections de 2011 en RDC, entre cafoillage et tripatouillage », *EchoGéo* [En ligne]. Sur le Vif, mis en ligne le 02 juillet 2012, URL : <http://echogeo.revues.org/13119>. Consulté le 27 décembre 2016.

Ces formations politiques ont mobilisé la population sur toute l'étendue du territoire national. Il faut noter que la mobilisation des électeurs par ces trois plateformes électorales a été très importante pendant les 30 jours de la campagne électorale, car il s'est observé que 77,45 % des meetings organisés par l'ensemble des formations politiques ont connu une forte affluence, ce qui dénote un grand intérêt des électeurs pour les scrutins du 30 décembre 2018 et qu'au-delà de cette affluence, deux thèmes de la campagne ont été ressortis à savoir : la continuité pour le candidat du FCC (dauphin de Joseph Kabila) et le changement pour le CACH et LAMUKA. De tous ces deux thèmes, seul le changement a intéressé beaucoup d'électeurs et c'est ce qui justifie la progression des motivations politiques ou rationnelles comme le montre le graphique 3 ci-dessus, même si la CENI a publié les résultats ci-dessous qui montrent une inadéquation avec nos données de terrain.

(- Taux de participation : 47,56%, avec un suffrage total exprimé de 18 329 318 votants.

- Présidentielle : Félix Antoine Tshisekedi, 7 051 013 voix, soit 38,57%, élu Président de la République ; Martin Fayulu 6 366 732 voix, soit 34,83% ; Emmanuel RamazaniShadary, 4 357 359 voix, soit 23,84%.
- Législatives nationales : FCC : 350 sièges ; CACH : 48 sièges ; OPP/Lamuka : 80 sièges.
- Législatives provinciales : FCC : 518 sièges ; CACH (A 2018, RDT, UDPS / Tshisekedi, UNC) : 59 sièges ; Opposition (AAD, AMK, AR, Avançons, G7, MLC, MS, Zaïre) : 122 sièges).

Il est malaisé de comprendre le comportement des électeurs lorsqu'on observe l'inadéquation entre la présidentielle, gagnée largement par l'Opposition (plus ou moins 80% d'électeurs étaient favorables pour le changement au regard de la campagne électorale), et les législatives nationales et provinciales largement en faveur du FCC, c'est-à-dire de l'ancien régime.

## Conclusion

La dimension ethnique a plus joué que les projets de société lors des élections présidentielles. Ces réalités dans la dynamique politique congolaise nous permettent de confirmer la thèse de Mitchell en ce qui concerne ses études sur la région de Cote d'Ivoire. Le peuple congolais qui a pris part aux élections de 2006, 2011 et 2018 était beaucoup plus animé par le sentiment tribal au sens large du terme (super-tribalisme) et cela, lors des élections présidentielles. La fracture Est-Ouest est une illustration de la pesanteur supra-ethnique au niveau national. Sur le plan provincial, et plus particulièrement à Lubumbashi, les élections présidentielles n'ont pas échappé à cette logique. Fracture supra-ethnique, donc moderne dans un Etat moderne et qui dépasse les limites des collectivités traditionnelles.

Les scrutins législatifs, quant à eux, ont été caractérisés non pas beaucoup plus par le tribalisme, mais par d'autres facteurs dont, la pauvreté, l'incompétence civique, caractérisée à son tour par le bas niveau d'instruction. Toutes ces imperfections rendent, au vu de plusieurs observateurs, le climat difficile quant au fonctionnement de cette jeune démocratie. Ainsi, il ressort du constat général en République démocratique du Congo que les acteurs politiques en quête des suffrages ont eu une tâche difficile. L'environnement socio-politique lourdement chargé des séquelles post conflits et du dénuement de la population a constitué un facteur défavorable à la réalisation de leur dessein. Le temps de la campagne électorale est considéré non seulement comme la revanche des pauvres face aux riches mais aussi comme un moment de la maîtrise de la culture démocratique par les électeurs. L'impression générale est que la population tenait à faire payer aux politiciens la facture de sa misère.

## REFERENCES

1. Crawford Young, *Introduction à la Politique Congolaise*, Kinshasa, Editions Universitaires du Congo, 1965.
2. Dibwe dia Mwembu, *Histoire des conditions de vie des travailleurs de l'Union Minière du Haut Katanga/ Gécamines (1910-1999)*, Lubumbashi, PUL, 2001.
3. Isidore Ndaywel è Nziem, « Regard sur l'histoire politique des Congolais à l'épreuve des élections (1957-2007) », in Elikia M'Bokolo (dir), *Elections démocratiques en RDC, Dynamique et perspectives*, Kinshasa, Presse de l'Université de Kinshasa, 2010.
4. KabangeNumbi, P. (Retraité de la SNCC /Lubumbashi), interview accordée à Lubumbashi, au quartier Congo de la commune de la Ruashi, le 24 septembre 2017.
5. KayambaBadye, M, « Bangala et swahili dans la conjoncture électorale de 2006 en République démocratique du Congo », communication présentée au séminaire sur Les élections de 2006 en RDC, organisé par le CERDAC, UNILU, Lubumbashi, 2007.
6. LubanzaMukendi, A, *Elections et construction des identités politique en RDC*, Kinshasa, CEROPIC, 2010.
7. MwembuDibwe, « Appartenance ethnique et expression du suffrage universel en RDC, regard sur les élections de 2006 dans la ville de Lubumbashi », thèse de doctorat en Sciences politiques et administratives, UNILU, Lubumbashi, 2013.
8. Obotela Rachid, « La campagne électorale de juillet 2006 à Kinshasa à l'aune de stratégies des candidats et des pratiques populaires », in Elikia M'Bokolo (dir), *Elections démocratiques en RDC, Dynamique et perspectives*, Kinshasa, Presses de l'Université de Kinshasa, 2010.
9. Pourtier, « Les élections de 2011 en RDC, entre cafouillage et tripatouillage », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 02 juillet 2012, consulté le 04 septembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/13119> ; DOI : 10.4000/echogeo.

\*\*\*\*\*